



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Secrétaire général des Nations Unies annonce la création du « Cadre de Nairobi » destiné à faciliter la participation des pays en développement au Protocole de Kyoto

(Nairobi, 15 novembre 2006) – M. Mwai Kibaki, Président du Kenya, M. Moritz Leuenberger, Président de la Confédération helvétique, et M. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, ont ouvert mercredi les débats de haut niveau organisés au titre de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, auxquels ont été conviés une centaine de ministres représentant toutes les régions du globe et plus de 6 000 participants.

M. Kibaki a souligné que, selon les connaissances scientifiques les plus récentes sur les émissions de gaz à effet de serre, tous les Africains « risquaient de perdre des occasions de parvenir à un développement durable dans leurs pays respectifs ».

« Les changements climatiques pourraient miner les efforts de réduction de la pauvreté et rendre plus incertaine l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement », a-t-il ajouté.

Considérant les menaces pour la paix et la sécurité, le Secrétaire général Kofi Annan a déclaré :

« Les changements climatiques doivent être vus comme un problème aussi grave que les risques de conflits, la pauvreté et la prolifération des armes, questions qui ont toujours monopolisé l'attention des grands décideurs à l'échelle internationale ».

« Les Nations Unies offrent les moyens dont on a besoin pour y faire face », a-t-il précisé.

Le Secrétaire général a annoncé la mise en place d'un nouveau plan, le « Cadre de Nairobi ». Six organes des Nations Unies ont lancé une initiative visant à aider les pays en développement – en particulier sur le continent africain – à participer au mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto.

Le mécanisme pour un développement propre permet aux pays industrialisés, déjà engagés à réduire leurs émissions dans le cadre du Protocole de Kyoto, d'investir dans des projets de développement durable destinés à diminuer les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement, en retour de crédits d'émission échangeables.



« Ce mécanisme est un exemple probant de partenariat mis en place par les Nations Unies, qui associe les secteurs public et privé dans le monde en développement », a poursuivi M. Kofi Annan.

Les organes qui participent au partenariat sont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Faisant le point sur les négociations en cours, M. Kivutha Kibwana, Président de la Conférence et Ministre kenyan des ressources naturelles et de l'environnement, a affirmé : « Nous avons bien progressé, nous sommes parvenus à un accord sur une série de questions importantes, dont l'adaptation et l'aide financière aux pays en développement ».

« Je crains toutefois que des positions rigides sur un nombre réduit de sujets ne compromettent en partie l'issue de la Conférence ».

Le Président a notamment mentionné l'importance de s'entendre sur la révision du Protocole de Kyoto et sur la procédure d'engagement volontaire au titre du Protocole proposée par la Fédération de Russie.

« Je continue de penser que l'esprit de Nairobi, qui nous a permis de tant avancer dans les négociations, devrait conduire à un aboutissement heureux », a ajouté le Président de la Conférence.

L'ouverture, mercredi, des débats ministériels de trois jours a marqué aussi le lancement de la deuxième ronde du « Dialogue pour une action concertée à long terme » auquel participent les 189 Parties à la Convention.

Au cours du Dialogue (15 et 16 novembre), des exposés seront présentés sur la manière durable d'atteindre les objectifs de développement et sur la façon de mettre pleinement à profit les mécanismes fondés sur le marché pour lutter contre les changements climatiques.

Parmi les exposés, soulignons l'étude Stern du Royaume-Uni sur les aspects économiques des changements climatiques, la présentation d'un cadre d'investissement en faveur de l'énergie propre et du développement par la Banque mondiale, ainsi que des communications de divers pays, du secteur privé et de groupes environnementaux.

La Conférence de Nairobi sur les changements climatiques prendra fin le 17 novembre 2006.

Note aux journalistes: Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec:

M. John Hay, porte-parole de la Conférence: +254 (0)727 534 419

M. Alexander Saier, chargé de l'information: +254 (0)727 534 525

Mme Carrie Assheuer, assistante à l'information publique et aux médias: +254 (0)727 534 420

Voir également <<http://unfccc.int>>